

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 189

Rubrik: Une nouvelle de Gilbert Baechtold

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

PROSPECTIVE

L'Helvétie future mise en bulletin

Fondée en mars 1970, l'Association suisse pour la recherche prospective compte actuellement 184 membres, auxquels elle estime le moment venu de ne plus livrer seulement la revue bimestrielle allemande « Analysen und Prognosen », mais également un bulletin axé sur l'avenir de l'Helvétie.

Des spécialistes

La rédaction de cette publication a été confiée par le président Bruno Fritsch, bouillant professeur d'économie à l'EPF-Zurich (spécialiste des prévisions en matière de courants d'échanges internationaux) et président de la Commission scolaire d'Herrliberg, à son confrère en prospective, le Dr G. Kocher, secrétaire au siège zurichois de l'Office suisse d'expansion commerciale.

Le premier numéro du bulletin en question, d'une présentation sinon d'un contenu fort dense, ne nous révèle rien, et surtout pas la dispersion des efforts en matière de prospective à l'helvétique : Association ad hoc, N.S.H., Kneschaurek, pour ne citer que les principaux.

Carences

A noter, en comparaison avec les publications analogues à l'étranger, l'absence de prévisions technologiques, mises à part les applications possibles du traitement électronique de l'information.

Comme si, en Suisse, une association scientifique devait se confiner dans les spéculations sur l'avenir de la société, mais laisser à l'économie privée le soin de calculer le sien.

Le prix (fort) de l'information économique

Légalement imposée ou non, la participation des salariés aux discussions et aux décisions dont leurs conditions de travail et de vie dépendent n'a de sens que s'ils reçoivent et savent lire l'information nécessaire pour intervenir valablement. Hors la compétence, pas de salut pour ceux qui n'ont pas grandi dans le système et qui, s'ils ne veulent pas y entrer, doivent lutter pour faire admettre leurs capacités.

Or, pour les salariés de la participation comme d'ailleurs pour tous ceux qui cherchent à s'informer pour comprendre les faits économiques et sociaux, l'investissement est assez considérable, autant dire à la mesure du retard à combler. Car ils doivent payer de leur poche et de leur temps libre toutes ces connaissances que les patrons et leurs conseillers ont acquises en grande partie aux frais de la communauté sur les bancs des hautes écoles commerciales. Connaissances du reste com-

plétées, pour ces privilégiés, à la charge de l'entreprise grâce à des cours de cadres, à des abonnements aux publications spécialisées, à des voyages d'étude et à d'autres avantages inscrits aux frais généraux (ce qui réduit d'autant la matière fiscale des personnes morales).

Le budget que le « simple salarié » doit engager pour pouvoir jouer pleinement le jeu de la participation n'est nullement négligeable : pour la seule économie générale, il lui faut en effet prévoir deux à trois ouvrages de base sur les mécanismes de la vie économique, un dictionnaire spécialisé, ainsi qu'un abonnement à un magazine économique international (deux s'il lit une langue étrangère) et à un hebdomadaire national. Soit au total pas loin de 150 francs de livres au départ, et en tout cas autant pour le règlement des abonnements annuels; soit aussi plus d'une douzaine d'heures par mois de lecture difficile. Sans compter le temps passé à dépouiller les bulletins des banques et autres publications gratuites qu'il aura pris soin de se faire envoyer, à lire attentivement la page économique de son quotidien et à

UNE NOUVELLE DE GILBERT BAECHTOLD

La guide

Chaque jour il m'arrivait quelque chose. Rien de tragique : un quiproquo, une rencontre inattendue, une réminiscence. Oui, je voyageais sous le signe de l'imprévu. En cette minute, la pluie rayait mon hublot. L'atterrissage à Tokyo était prévu pour midi. Je m'endormis.

J'ouvris les yeux quand l'avion toucha le sol. Si tôt à terre j'entendis mon nom. Une hôtesse me tendit un billet et je lus :

L'agence Fujita vous souhaite la bienvenue au Japon. Elle vous a délégué une guide, M^{lle} Atasuri, qui vous conduira à votre hô-

tel. Veuillez arborer le ruban jaune ci-joint pour qu'elle puisse vous reconnaître dans le hall.

J'arborais le ruban quand, s'élevant vers le haut plafond de l'aérogare, mon regard cueillit une pancarte gigantesque. A vingt pieds en l'air, mon nom y figurait. Oui, c'était bien lui (avec mon prénom) qui s'inscrivait en lettres énormes dans le ciel japonais. De l'écrêteau, mes yeux descendirent le long d'une perche. Une minuscule Japonaise en tenait le bout. C'était Miss Atasuri décidée à être vue malgré sa petite taille.

Une autre guide — Miss Yama Chita — me conduisit le lendemain dans un restaurant. Jolie hôtesse, avec un charmant babil, des bas ravissants. Au moment où je m'asseyais près d'elle, devant un plat exotique, me revint bizarrement

suivre diverses émissions à la radio et à la télévision.

Et ce n'est là qu'une première étape. La capacité de comprendre l'évolution économique générale ne garantit pas encore l'accession au statut de partenaire agréé par les responsables de la gestion d'une entreprise. Ils voudront que l'on apprenne encore leur langage et leur mode de pensée, inintelligibles sans l'aide des manuels spécialisés (et

coûteux) en gestion financière, en marketing, etc. Soit de nouveau un investissement assez considérable, en temps surtout en l'occurrence.

La lutte pour la participation n'a de sens que si elle s'accompagne de la revendication d'un droit à la formation de base et à l'information courante nécessaires; toutes deux doivent pouvoir être acquises par les salariés « participants » au moins partiellement pendant les heures de travail

et aux frais de l'entreprise. Sans cela, les managers auront vite fait d'exploiter l'alibi offert par la présence de délégués inactifs. Car la participation est elle aussi une idée récupérable. Il n'est plus permis d'en douter après avoir vu ces dernières années comment le capitalisme sait encaisser et renvoyer (à titre onéreux, profitable même) tous les coups, même ceux qui auraient dû l'abattre.

Journal	Journal édité		Tirage contrôlé (c) affirmé (a) estimé (e)	Jour(s) de parution	Nombre de pages par numéro	Prix au numéro Fr.	Prix abonnement annuel Fr.
	à	depuis					
Schweizerische Handelszeitung Finanz und Wirtschaft	Zurich	111 ans	18 404 (c)	jeudi	44-52	1.—	58.—
	Zurich	45 ans	15 166 (c) 18 000 (a)	mercredi et samedi	24	1.—	78.—
Schweizerische Finanzzeitung	Bâle	88 ans	8 000 (a)	jeudi	18	—,80	40.—
Agence économique et financière	Zurich/Lausanne	23 ans	6 000 (e)	tous les jours ouvrables	12	1.50	300.—
Finanz-Revue	Zurich	52 ans	4 150 (e)	vendredi	8-12	1.20	—
Bulletin financier suisse	Lausanne	100 ans	2 000 (e)	jeudi	8-12	1.—	50.—

en mémoire, du fond d'un voyage passé, les propos d'un conférencier britannique :

Vous verrez au Japon de beaux jardins et d'exquises Japonaises. Mais n'oubliez pas que ce peuple est cruel. Souvenez-vous du général nippon Yamachta qui, en 1938, ramena de Mandchourie 10 000 prisonniers chinois qu'il utilisa en temps de paix comme mannequins vivants pour les exercices à la baïonnette de ses recrues, jusqu'à complet déshiquettement.

Pourquoi, oui pourquoi cette sombre harangue m'obsédait-elle alors que ma guide — étudiante en lettres — m'entretenait avec douceur d'un texte français qu'elle devait étudier ? J'eus honte de ma distraction, lui posai la main sur le bras et lui dis :

— Comment allez-vous Yama Chita ?

Elle me répondit :

— Je ne m'appelle pas Yama Chita, mais Yamachta.

Je lui demandai si elle était parente du fameux général.

— C'était mon grand-père, me dit-elle.

Après quelques questions, ma conviction fut faite. La jeune fille habitait, à Kamakura, la villa même où mourut le terrible guerrier. J'avais vu dix ans plus tôt cette maisonnette et aperçu, trottinant, la veuve du généralissime, grand-mère de mon hôtesse. Oui, les détails concordent et je ressentis le léger picotement que provoque le mystère. La Japonaise m'apprit que son père était aussi général, mais travaillait maintenant dans les assurances.

— Que pensait-il de votre grand-père ?

— Il le trouvait sévère, dit-elle.

Y avait-il eu transmission de pensée tout-à-l'heure entre la jeune Japonaise et moi ? Plus simplement, le nom de Yama Chita m'avait-il fait penser à Yamachta ? Peu importe : pour fixer ce moment, je saisis ma caméra et filmai à bout portant ma guide. Sur le film vous pouvez la voir rire. Rire aux éclats. Je venais de lui demander s'il était exact que son grand-père s'était fait harakiri en 1945. Harakiri ! Terrible mot qui eût dû l'assombrir. Au contraire, il la fit se tordre. C'est qu'un étranger ne sait jamais prononcer les mots japonais. Selon l'intonation, ils ont mille sens divers ou comiques. Mais le rire de ma guide était aussi celui de la jeunesse qui se moque du passé qui n'est pas le sien.

G. B.